

ALGÉRIE : OPTIMISME MESURÉ

par Bernard LEFORT

Si le Conseil des ministres qui se réunit ce matin à l'Élysée doit être dominé par l'aggravation de la situation en Algérie, il n'est pas certain qu'il soit appelé à prendre des mesures spectaculaires.

Le général de Gaulle, qui a reçu longuement hier M. Joxe, et qui s'est entretenu avec M. Pompidou, est sans doute préoccupé par la multiplication des attentats dans les villes, et par les difficultés rencontrées par les forces de l'ordre pour rétablir le calme. Mais le chef de l'État reste convaincu qu'il s'agit là des derniers soubresauts. Pour lui, comme il l'a rappelé au bureau de l'Assemblée nationale, hier, une politique a été tracée, approuvée par la population et cette politique est irréversible.

Ses adversaires pourront se livrer aux actes les plus criminels, ils n'empêcheront plus maintenant l'Algérie de choisir son destin. Toutes les hypothèses retenues il y a encore six mois, comme celle du partage, sont totalement dépassées.

Cela ne signifie pas que le gouvernement français doive demeurer passif devant les événements. M. Farès, au nom de l'Exécutif provisoire, est

venu cette semaine à Paris réclamer un certain nombre de décisions. Il les a obtenues, qu'il s'agisse de l'aide immédiate à apporter aux populations musulmanes pour leur ravitaillement ou des mutations dans l'administration algérienne permettant le rétablissement des circuits entre Rocher Noir et la Délégation générale.

M. Fouchet a demandé des renforts pour lutter contre l'emprise de l'O.A.S. sur Alger et Oran. Ces renforts sont à pied d'œuvre et le gouvernement pense que l'autorité sera rétablie à Oran dans quelques jours. La partie sera plus dure à Alger, mais là encore Paris est certain de la gagner avant l'autodétermination.

Cette assurance de l'emporter tôt ou tard sur l'organisation secrète ne va pas jusqu'à affirmer qu'il n'y aura plus d'attentats et d'assassinats individuels. Ceux-ci ne cesseront que lorsque l'immense majorité de la population européenne aura compris qu'en les acceptant elle détruit son propre avenir. Le temps peut être proche, d'ailleurs,

de cette prise de conscience, croit-on à Paris, surtout si le F.L.N. fait la démonstration dans les faits, tout de suite après l'autodétermination, de sa volonté de coopérer avec les Européens dans l'Algérie nouvelle.

L'optimisme mesuré des milieux gouvernementaux sur les perspectives algériennes ne leur fait cependant pas négliger les prolongements en métropole de l'action de l'O.A.S. M. Roger Frey doit parler ce matin, au Conseil des ministres, du passage éventuel en France de certaines équipes activistes venues pour atteindre des objectifs précis. M. Messmer pourrait évoquer aussi l'état d'esprit inquiétant de certains officiers des troupes françaises d'occupation en Allemagne. On confirme implicitement, en effet, dans les milieux autorisés, la tournée de l'ex-colonel Argoud dans les régiments stationnés outre-Rhin. L'ex-colonel Argoud, qui a toujours été partisan d'une action en métropole, compterait sur l'appui de ces régiments pour s'emparer du pouvoir dans certaines circonstances, par exemple après un attentat commis contre le général de Gaulle.

Le Conseil des ministres pourrait donc se préoccuper sérieusement aujourd'hui de la lutte anti-O.A.S. en France.